

Politique financière sans valeurs : la déroute !

PEV

Le Parti Evangélique est abasourdi par le plan de sauvetage pour l'UBS proposé par le Conseil Fédéral et par l'acquiescement tacite des autres partis. Il estime que le financement du plan de sauvetage est mal réfléchi, opaque et se fera finalement sur le dos des générations à venir.

Ce n'est plus un secret: la finance a mal à ses valeurs. L'avidité et la recherche de gains à court terme ont mené des banques reconnues à la faillite, et les apôtres de la globalisation et du néolibéralisme sont maintenant les premiers à demander l'intervention des gouvernements pour sauver la mise (et leur bonus, si possible). Le Conseil fédéral vient de céder, lui aussi, et propose de partager les risques des banques impliquées. Personne ne semble pour le moment se soucier de qui paiera la note à la fin.

Le Parti Evangélique est absolument d'accord d'augmenter la protection des épargnants. Reconnaisant l'importance de l'UBS pour l'économie suisse, il soutient aussi la participation proposée de 6 milliards de la Confédération, si cela peut contribuer à la confiance interbancaire et que cette participation peut être cédée en temps voulu à des investisseurs privés pour un prix au moins équivalent.

Mais les contes de fée du Conseil fédéral pour nous vendre un crédit sur le dos des générations futures dépassent les limites:

- **Les gains aux managers, les pertes à l'Etat** : ce sont maintenant les contribuables qui trinquent pour les risques spéculatifs pris par les requins de la finance. A l'époque des bonus mirobolants, le marché avait pourtant toujours raison !
- « La Confédération augmente la part des fonds propres de l'UBS » : c'est un pur **mensonge** !
L'UBS est obligée d'investir les 6 milliards apportés dans la société *ad hoc* pour gérer les actifs pourris. C'est le monde à l'envers : il serait plus sain que la Confédération détermine le niveau obligatoire de fonds propres, et que les banques se débrouillent pour l'atteindre.
- « L'engagement de la Confédération ne générera pas une augmentation durable de la dette, puisqu'il sera compensé par des **excédents structurels** du budget ordinaire. » Pardon, quels excédents ?! Un tel investissement signifie toujours ou des dettes supplémentaires ou une augmentation des impôts.
La Confédération ne doit pas vendre (ou prêter, pour les optimistes) la peau de l'ours avant de l'avoir tué.
- « La Confédération aura son mot à dire sur la **politique de rémunération** et d'incitation de l'UBS. » Mesdames et Messieurs les Conseillers fédéraux, croyez-vous vraiment que cela suffira à prévenir la prochaine crise ? Le signal donné n'incitera nos banquiers à réduire les risques, puisque c'est le contribuable qui paie la note.
- La Banque Nationale garantit **54 milliards** pour des actifs pourris et invendables. Ce montant est vertigineux : 3 fois le coût des NLFA, plus que le budget de la Confédération, ou environ un quart de la dette publique. Cet argent manquera à la BNS lors de la prochaine crise : que faire si le CS ou d'autres banques veulent aussi vendre des actifs illiquides ? La réponse proposée est que la BNS emprunte cet argent sur le marché du capital et se fait rémunérer par la société *ad hoc* pour ce faire. Mais que se passe-t-il si cette dernière n'arrive plus à honorer ses factures, si les papiers ne retrouvent pas leur « valeur » ? La BNS aura alors hérité des 54 milliards de dettes, et ne pourra les financer que par ses actifs et réserves monétaires. Et c'est ainsi que la Confédération, les cantons et le peuple suisse risquent de devoir régler la note.

Hériter des dettes de l'UBS en tant que citoyen suisse est déjà choquant; mais les tentatives grotesques de notre gouvernement de noyer ce poisson sont inacceptables.

PEV
Parti Evangélique

Nos partis gouvernementaux acceptent-ils sans broncher que les gains soient encaissés par les banques alors que les pertes sont supportées par l'Etat ? Est-ce que toute entreprise en difficulté financière pourra faire appel à ce dernier ? Le silence d'Avenir Suisse est assourdissant. Les partis bourgeois qui demandent habituellement un minimum d'ingérence de l'Etat semblent avoir perdu leur voix, tout comme le PS qui ne semble pas se soucier de la charge future qui pèsera lourdement sur les petits revenus.

Après le grounding des marchés, le grounding de la politique. Nous devrions tous prendre un moment de silence et demander pardon pour notre gestion désastreuse au Dieu Tout-Puissant mentionné dans le préambule de notre Constitution.

Zurich, le 17 octobre 2008 /nh/fb

Pour tout renseignement :

Heiner Studer, président du PEV Suisse : 079 445 31 70

Niklaus Hari, responsable de communication du PEV Suisse : 079 202 72 27

François Bachmann, vice-président romand du PEV Suisse : 079 668 69 46